

FOCUS

Rémunération des juristes, le long chemin de la valorisation

En 2015, les dépenses juridiques totales représentaient 0,18 % du chiffre d'affaires des entreprises membres du panel de la cartographie 2016 des directions juridiques. Soit un juriste pour 127 millions d'euros si l'effectif du juriste est rapporté au chiffre d'affaires. Au vu de leur place grandissante dans le business de l'entreprise, la rémunération des juristes devrait par conséquent être valorisée. Un optimisme pas toujours partagé par les différentes études de rémunérations.

En cas de budget supplémentaire, les directeurs juridiques auraient pour préoccupations majeures de recruter et d'augmenter les salaires de leurs équipes. En 2016, un juriste disposant de plus de sept ans d'expérience (soit environ 60 % des directions juridiques) toucherait en moyenne 50 113 euros par an, selon l'enquête sur la rémunération des juristes d'entreprise 2016 de l'AFJE et 51 510 euros d'après le Guide des salaires des Editions Législatives. Et presque un quart des effectifs de ces directions (28 % selon la cartographie, 19 % pour l'AFJE) gagnerait plus, car ils sont titulaires du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (62 794 euros en moyenne d'après l'enquête AFJE).

Quels que soient leurs parcours et leurs diplômes, la majorité des répondants (58 %) à l'enquête 2016 de l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE) a profité en 2015 d'une augmentation de salaire comprise entre 0 et 5 %. «Et sur cette même période, 57 % des juristes ont bénéficié d'une part variable dont le total est compris entre 0 et 15 % de leur rémunération annuelle», précise la consultation. Une part plutôt estimée entre 5 et 7 % par l'étude 2016 du cabinet de recrutement Hays. En fait, ces variables se pratiquent particulièrement dans les grands groupes internationaux et sont directement liées à des indicateurs de performance dont la capacité à négocier avec des interlocuteurs étrangers. Elles augmentent aussi en fonction de l'âge des salariés : 92 % des plus de 55 ans en ont disposé sur les douze derniers mois contre 57 % pour les moins de 30 ans (source AFJE).

La rémunération varie selon les profils

Le profil le plus recruté en 2016 par les directions juridiques est celui de juriste en droit économique et commercial. Expert de la distribution, de la concurrence et de la consommation, il se place dans une logique de maîtrise de coût, ce qui lui permet de minimiser le risque lié à la vie du produit dont il est en charge et de contribuer ainsi à sa rentabilité. D'après l'étude de rémunérations 2016 menée par le cabinet Robert Half, le juriste en droit des affaires internationales fait aussi partie des fonctions les plus recherchées ces dernières années par les entreprises. Ce type de juriste se prévalant d'une expérience entre trois et six ans, gagnerait entre 42 000 et 58 000 euros par an (+0,2 % par rapport à 2015) et entre 58 000 et 72 000 euros pour ceux qui ont plus de six ans d'expérience (+3,2 % par rapport à 2015). Le niveau de rémunération évolue avec le poste qui, englobant la gestion de contrats internationaux, nécessite le traitement de questions de droit dans plusieurs pays et la coordination des conseils externes dans chaque pays. Une tendance confirmée par l'étude de rémunération nationale Hays 2016.

Néanmoins, ce cabinet précise que parmi les juristes de plus de huit ans d'expérience, ce sont les fiscalistes qui possèdent la rémunération la plus haute cette année (entre 80 000 et 130 000 euros). Les spécialistes du contentieux semblent être les grands perdants, puisque selon les différentes enquêtes, ils auraient la rémunération de base la plus basse de tous les profils (entre 50 000 euros et 60 000 euros par an). Il faut néanmoins prendre en considération que ces juristes sont générale-

■ L'égalité professionnelle ne concerne pas les salaires

D'après la cartographie des directions juridique 2016 établie par le Cercle Montesquieu en collaboration avec le cabinet Latham & Watkins ainsi qu'avec l'AFJE, la féminisation des équipes juridiques s'est sensiblement accrue depuis 2013.

82 % des directions juridiques ont un effectif de juristes majoritairement féminin, contre 70 % en 2013. La profession se féminise et les femmes pourraient représenter 75 % de la population des juristes d'entreprise dans moins de vingt ans, selon l'étude de l'AFJE.

Pourtant, aucune évolution positive n'est à souligner dans les différences de salaires entre hommes et femmes aux fonctions similaires. Au contraire, l'écart se creuse au fil de la carrière. La variation est 2 % au début de la carrière pour atteindre 25 % lorsqu'il s'agit d'un poste de directeur juridique (un homme gagnerait en moyenne 149 492 euros par an contre 111 434 euros pour une femme à compétences égales et âge similaire).

ment titulaires du Capa. Or ces diplômés ont vu leur rémunération augmenter de 25 % entre 2008 et 2015 selon l'AFJE.

Les juristes en droit des sociétés (+2,2 % de trois à six ans d'expérience, +1,5 % pour les plus de six ans d'expérience), en propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies (+2,2 % entre trois à six ans d'expérience, +0,9 % pour les plus de six ans d'expérience), ainsi que les juristes en droit des contrats (+1,7 % pour les plus de six ans d'expérience) et les juristes en droit public (+1,2 % de trois à six ans d'expérience) ont aussi vu leurs rétributions sensiblement augmenter cette année d'après l'étude de rémunérations 2016 menée par Robert Half. Le juriste en droit social semble peu valorisé au travers de ces enquêtes. Pourtant, ce type de profil est de plus en plus recherché par les entreprises au vu de la complexification grandissante de la législation sociale.

Malgré une hausse de 7 % de leurs salaires ces trois dernières années, 39 % des juristes d'entreprise ne seraient pas satisfaits de leur niveau de rémunération actuelle, selon l'AFJE. 37 % d'entre eux restent convaincus que leur progression résulte d'un critère discrétionnaire de la politique globale d'augmentation ou des résultats de l'entreprise. Pour augmenter leur salaire, 59 % des juristes interrogés par l'AFJE envisagent de changer d'employeur. 32 % pensent au contraire qu'augmentation rime avec ancienneté et 31 % optent pour la négociation salariale.

L'expérience paie aussi

48 % des directeurs juridiques ont entre 41 et 50 ans et 36 % d'entre eux entre 51 et 60 ans, d'après la cartographie 2016 des directions juridiques. Les responsabilités viennent avec l'âge. Cependant, elles ne sont pas forcément synonymes d'une gratifiante rémunération au vu de l'élargissement du périmètre de leur fonction. En 2016, le directeur juridique ou responsable

juridique, âgé en moyenne de 47 ans et justifiant d'au moins dix ans d'expérience, gagnerait une rétribution de 91 410 euros, d'après le Guide des salaires des Editions Législatives, contre 90 180 euros en 2015. Sa rémunération n'aurait donc augmenté que de 1 % entre 2015 et 2016. Toujours selon ce guide, la variation du salaire des responsables juridiques aurait été positive même si la progression reste faible (+1,4 % sur trois ans).

Une analyse que le cabinet de recrutement Robert Half ne partage pas dans son étude de rémunération nationale 2016. Selon cette dernière, les rémunérations des directeurs juridiques accusent une baisse. Dans les entreprises dont le chiffre d'affaires s'élève à 100 millions d'euros, ces responsables pourraient compter sur un salaire allant de 55 000 euros à 70 000 euros (soit -3,1 % par rapport à 2015). Et dans les sociétés dont le chiffre d'affaires est compris entre 500 millions d'euros et 2 milliards d'euros, la rétribution des directeurs juridiques s'élève entre 95 000 et 130 000 euros par an (soit -2,2 % par rapport à 2015). Une rémunération qui, selon le cabinet Hays, peut dépasser les 160 000 euros au-delà de huit ans d'expérience.

Si la progression du salaire sur une année n'est pas importante voire en baisse, l'analyse sur une plus longue période démontre une progression plus significative. Globalement, le cabinet Hays note effectivement une relative stabilité des rémunérations des juristes depuis quelques années. Et d'après l'enquête des rémunérations 2016 de l'AFJE, le directeur juridique aurait connu une augmentation de sa rémunération de 12 % entre 2008 et 2015. C'est la hausse la plus significative de l'ensemble des fonctions composant la direction juridique sur cette période. Les postes de contract manager, chief data officer ou bien encore de directeur de la compliance sont encore trop peu nombreux pour influencer véritablement sur les rémunérations dans la profession. En France en tout cas. ■

Delphine Iweins

Option
DROIT & AFFAIRES

Directeur de la publication :
Jean-Guillaume d'Ornano
01 53 63 55 55
Rédactrice en chef :
Ondine Delaunay Chambaud 01 53 63 55 61
ondine.delaunay@optionfinance.fr
Rédaction :
Coralie Bach 01 53 63 55 73
coralie.bach@optionfinance.fr

Editeur & Responsable Commerciale:
Lucy Letellier 01 53 63 55 56
lucy.letellier@optionfinance.fr
Assistante : Sylvie Alinc 01 53 63 55 55
sylvie.alinc@optionfinance.fr
Conception graphique :
Florence Rougier 01 53 63 55 68
Maquettiste : Gilles Fonteny (55 69)
Secrétaire générale : Laurence Fontaine
01 53 63 55 54
Responsable des abonnements :
Céline Hemon 01 53 63 55 58
celine.hemon@optionfinance.fr

Delphine Iweins a participé à ce numéro

Administration, abonnements
Service abonnements :
10 rue pergolèse 75016 Paris
Tél 01 53 63 55 58 - Fax 01 53 63 55 60
optionfinance : abonnement@optionfinance.fr
Impression : Ambiance graphique - 2 rue Alain
Colas - 17180 Périgny
N° de commission paritaire : 0117 I 90179
N° ISSN : 2105-1909
Editeur : Option Droit & Affaires est édité par
Option Finance SAS au capital de 2 043 312 euros.
Siège social : 10 rue Pergolèse
75016 PARIS - RCS Paris B 342 256 327
Fondateur : François Fahys
Option Finance édite : Option Finance,
Option Finance à 18 heures,
Option Droit & Affaires, Funds, Family Finance,
AOF, Option Finance Expertise.

Option
Finance 10 rue Pergolèse • 75016 Paris • Tél. 01 53 63 55 55